LE TEMPS DE LA VÉRITÉ HISTORIQUE

(Quand un média algérien reconnaît le drame des disparus français)

« La reconnaissance de la vérité historique ne divise pas les peuples ; elle leur offre un langage commun »

Lorsqu'une mémoire longtemps ignorée trouve enfin un écho de l'autre côté de la Méditerranée, ce n'est pas une victoire sur le passé ; c'est un pas vers la vérité historique.

La « *Radio des Sans Voix* », ce média algérien qui se présente avec justesse comme un « *bastion de liberté dans un paysage médiatique bâillonné* », m'a fait l'immense honneur de reprendre mon article consacré aux disparus d'Algérie. Je lui adresse, ainsi qu'à son équipe rédactionnelle, l'expression de ma profonde gratitude.

Il me faut toutefois décliner, avec un sourire autant qu'avec humilité, le prestigieux titre « *d'historien* » que son journaliste, Amine B…, a eu l'extrême bienveillance de m'attribuer. Je crains en effet qu'il ne m'aille un peu trop grand, comme un habit d'apparat revêtu par un modeste artisan des mots.

Je ne suis, en vérité, qu'un passeur de mémoire, un artisan de la plume, un conteur obstiné dont les écrits et les tribunes n'ont d'autre ambition que de servir la vérité historique et de raviver la flamme d'une mémoire que le temps, l'oubli ou le calcul politique ne devraient jamais ensevelir.

Depuis 1980, je ne saurais dire si j'ai suffisamment servi cette noble cause, mais je peux affirmer que je m'y suis consacré avec toute la ferveur de mon cœur, parfois maladroit, toujours sincère. J'ai porté ce flambeau avec la conviction que l'histoire ne doit jamais s'éteindre dans l'oubli.

Si mes écrits ont parfois trouvé un écho, c'est uniquement parce qu'ils étaient portés par cette certitude : les morts n'ont plus de voix, les disparus n'ont souvent plus de témoins, et il appartient aux vivants de refuser que le silence devienne leur seconde disparition.

La vérité historique n'appartient ni à la France ni à l'Algérie. Elle ne se décrète pas au gré des circonstances diplomatiques ni des mémoires sélectives ; elle exige que l'on regarde le passé sans détour, avec la même exigence de vérité pour tous, sans jamais occulter le drame des disparus.

Cette exigence a pourtant été une nouvelle fois bafouée le 8 mai 2026, lorsque Alice Rufo, ministre déléguée aux Armées et aux Anciens combattants, s'est rendue à Sétif pour participer aux commémorations organisées par les autorités algériennes autour des événements du 8 mai 1945, sans qu'un seul mot ne soit consacré aux victimes

européennes tombées dans les violences qui précédèrent ces événements. Quelques semaines plus tard, le 29 mai, alors qu'elle se trouvait à proximité de Perpignan, elle déclinait l'invitation du maire de la ville et de la présidente du Cercle algérianiste à venir se recueillir devant le ***Mur des Disparus***, élevé en mémoire de ceux dont les familles attendent toujours la vérité.

Ce double silence n'est pas un simple oubli. Il s'inscrit dans une continuité politique implacable et coupable, celle d'un État *macronien* — dans le droit fil de son prédécesseur — qui n'a cessé de multiplier les repentances unilatérales et les hommages sélectifs envers les anciens adversaires de la France, tout en condamnant à l'oubli le martyre des Français d'Algérie. Ce mépris institutionnel constitue une blessure vive et permanente pour eux. Il ne s'agit pas d'opposer des souffrances, mais de rappeler qu'aucune politique mémorielle ne peut prétendre servir la vérité lorsqu'elle choisit les victimes qu'elle honore et celles qu'elle condamne au silence.

Les familles des disparus ne réclament ni privilège ni revanche. Elles demandent seulement ce que toute nation doit aux siens : la vérité, la fidélité et le respect. Tant que ce drame sera relégué aux marges de la mémoire nationale par des dirigeants hermétiques à toute compassion, la réconciliation tant invoquée restera une mascarade bâtie sur le reniement.

Merci, du fond du cœur, pour votre confiance, votre indulgence… et pour ce si beau titre d'« *historien* » que je laisse à plus savant, tout en le recevant comme le plus touchant des hommages.

José CASTANO

Soixante-quatre ans après, un média algérien évoque enfin le drame des Français disparus durant la guerre d'Algérie.

Ctrl + Clic : [Disparus d'Algérie : quand l'État français choisit ses mémoires]